



POUR QUE VIVE

LE FÉMINISME ROUGE

Cette deuxième édition de XX-Elles présente à nouveau les portraits de femmes d'exception, dont les combats ont fait avancer la cause de toutes leurs sœurs au XXe siècle, même si, en apparence, ce n'étaient pas des combats spécifiquement féministes. Participer à la Révolution cubaine, s'engager dans la Résistance française pendant la Deuxième Guerre mondiale ou dans la lutte armée pendant la guerre d'Espagne, organiser une grève dans une usine de sardines ou une entreprise de nettoyage contemporaine, toutes ces luttes s'inscrivent dans le mouvement de classe général visant à abolir l'état des choses existant, côte à côte avec leurs camarades hommes. Ces femmes sont exceptionnelles, mais ne sont pas une exception dans la longue histoire des luttes féminines qui nous ont fait passer au stade où nous en sommes aujourd'hui, en tout cas en France, même si toutes les oppressions spécifiques ne sont pas éliminées, loin s'en faut.

Depuis toujours, partout, et en tout cas depuis 200 ans en Europe, le mouvement des femmes pour leur émancipation a été organiquement lié aux mouvements révolutionnaires et ouvriers. En 1789, les femmes sont les premières à se rendre à Versailles pour ramener à Paris Louis XVI et Marie-Antoinette. Pendant les journées de 1830, les femmes luttent pour la reconnaissance de leurs droits et éditent de nombreux journaux où elles exposent leur « programme politique ». En 1848, elles exigent entre autres le droit de vote et d'éligibilité. En 1871, elles sont sur les barricades de la Commune de Paris et réclament le droit à l'instruction pour tous et toutes. Le 18 février 1917 – le 8 mars selon « notre » calendrier, qui deviendra, de ce fait, la Journée internationale des femmes – des cortèges de femmes, étudiantes, employées, ouvrières russes manifestent pour la paix et le pain, ce qui aboutira au renversement du tsar et ouvrira la voie à la Révolution

prolétarienne d'Octobre. Et aux décrets des bolcheviks instaurant l'égalité juridique totale des deux sexes, le droit de vote, le droit à l'avortement, le congé maternité, le divorce par consentement mutuel, l'accès des femmes à toutes les fonctions et à toutes les filières d'études. Comme le disait le socialiste utopique et grand féministe Charles Fourier, « les progrès sociaux et changements de période s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté ; et les décadences d'ordre social s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes ». Corollairement et dialectiquement, tout recul du mouvement social et ouvrier a pour conséquence une dégradation de la condition des femmes.

C'est ce que nous voyons aujourd'hui, après la destruction du camp socialiste et la montée en puissance du capitalisme impérialiste qui a désarmé et, dans la foulée, « décaféiné » les représentants traditionnels du mouvement ouvrier, partis « communistes » et syndicats. Partout dans le monde, depuis cette catastrophe, la condition des femmes s'est dégradée : les Allemandes de l'Est ont perdu tous les avantages que leur avaient procurés les mesures socialistes, elles sont renvoyées à la maison, au chômage souvent, et doivent jongler avec la garde des enfants, faute de crèches – entre autres. Dans de nombreux pays, le droit à l'interruption volontaire de grossesse est menacé par des attaques réactionnaires, comme en Pologne cléricale et anticommuniste. Quant à la nouvelle flambée des obscurantismes religieux, elle stimule partout, y compris en France, des comportements machistes d'un autre âge.

C'est ce que ne combat pas le mouvement néo-féministe petit-bourgeois qui, contournant le combat anticapitaliste et éludant les solidarités entre mouvement ouvrier et luttes féministes, cultive l'antagonisme entre les femmes en général,

y compris les femmes exploiteuses, et « les hommes », tous suspectés d'être violents et prédateurs, toutes classes confondues. Ce néo-féminisme demeure le plus souvent étranger aux préoccupations réelles de la majorité des femmes. Des préoccupations qui touchent aux salaires, aux conditions de travail, à la cherté de la vie, au logement, à la garde des enfants, à l'effondrement des services publics, à la précarité, aux retraites des femmes qui vont à nouveau être rabaotées par la contre-réforme portée par Élisabeth Borne et commanditée par l'UE, puisque l'écrasante majorité des salariées, sans parler des travailleuses indépendantes de la ville et de la campagne, ne peut compter sur une trajectoire professionnelle ininterrompue.

Composée d'une majorité de femmes mais acceptant des hommes, la commission Femmes du PRCF entend contribuer à la renaissance du féminisme prolétarien, du féminisme « rouge », en mobilisant partout les femmes ouvrières, employées, fonctionnaires, paysannes, à partir de leurs aspirations propres, en soutenant leurs luttes. Elle s'efforcera aussi de gagner à cette cause les militantes sincères qui, faute de mieux, s'engagent avec énergie dans le féminisme « violet ».

La commission Femmes du PRCF fait sienne la remarque de Clara Zetkin, initiatrice de la Journée de lutte du 8 mars, qui reste vraie après un siècle : « Les travailleuses qui souhaitent accéder à l'égalité sociale n'attendent rien du mouvement féministe bourgeois qui prétend lutter pour les droits de la femme. Cette construction bâtie sur le sable ne possède aucune fondation sérieuse. Les travailleuses sont convaincues que l'émancipation des femmes n'est pas un problème isolé, qu'elle fait partie de la question sociale. »

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRPF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux

Joséphine PENCALLET

TOUS ENSEMBLE ET EN MÊME TEMPS AVEC LES MARINS-PÊCHEURS

par Huguette MURAT



Née en 1886 dans une famille pauvre de Douarnenez dans le Finistère, Joséphine Pencallet savait lire et écrire puisqu'elle avait eu son certificat d'études en 1900, ce qui, à l'époque, représentait beaucoup. En conflit avec sa mère, elle décide de partir à Paris pour rejoindre Léon, un cheminot. Elle se retrouve veuve, et pour s'en sortir elle travaille comme domestique en plus de son travail de lavandière. C'est intenable, elle retourne à Douarnenez où les usines de conserverie des sardines embauchent des ouvrières, qu'on appellera les « penn-sardines ».

À l'usine, Joséphine Pencallet, initiée au syndicalisme CGT avec son mari Léon, deviendra une meneuse. Pour comprendre la force de sa détermination, il faut connaître les conditions de travail : sur le sol de terre battue, les femmes travaillent debout ; les plus jeunes ont 11 à 12 ans ; elles portent des sabots de bois. Et la coiffe est obligatoire.

Les sardines sont versées sur les tables ; les femmes les rangent têtes en bas dans des paniers en fer qui seront plongés dans l'huile bouillante. Puis le poisson sera serré dans des boîtes ensuite remplies d'huile et soudées à la machine. Les journées sont de 10 heures, malgré la loi sur la journée de 8 heures, les ouvrières sont payées « au mille » (c'est à dire mille sardines). Elles chantent, pour tenir... La résignation n'est qu'apparente, car couvent déjà les braises d'un mouvement de revendication sans précédent dont la cause la plus profonde est la misère entretenue par les usiniers. À

cette époque, dans un ménage on ne mangeait jamais de viande. Du café au lait, des tartines de pain beurré, voilà l'alimentation principale des ouvrières. L'une d'elles dira : « S'il n'y avait pas le poisson, on mourrait de faim ! »

Joséphine Pencallet, qui est à la CGT.U, parle d'un salaire horaire, ce qui changerait tout. Les ouvrières apprennent que les ouvriers des usines Carnot vont se mettre en grève et ils sont bientôt rejoints par les Penn-sardines avec leurs propres revendications : 1 franc 25 de l'heure et majoration à partir de la dixième heure. Joséphine Pencallet lance alors sa plus forte bataille : gagner l'opinion publique à la cause des sardinières. En effet, le chantage commence vite : si les sardinières sont en grève, les patrons n'achèteront plus les poissons aux pêcheurs et les ouvriers soudeurs des boîtes se retrouveront au chômage. Alors tous ensemble et en même temps ! Tout le monde en grève ! Marins, ouvriers, sardinières ! Les bateaux restent à quai, les usines sont fermées.

Les sardinières se rendent dans toutes les usines de la région, conserveries, scieries, biscuiteries, fabriques de filets, de boîtes de conserves, elles appellent leurs camarades, leur disent que le moment d'agir est venu. C'est une traînée de poudre et en ce 25 novembre 1924, c'est la grève générale, qui tiendra jusqu'à satisfaction : « Nous voulons 1 franc 25 de l'heure ! » En chantant pour faire frémir les bourgeois :

*Saluez riches heureux
Ces pauvres en haillons*

*Saluez, ce sont eux
qui gagnent vos millions*

Au début, les femmes étaient timides puis elles se battaient pour être les premières à la procession. Les défilés sont gigantesques, 2000 sardinières, 3000 marins pêcheurs, drapeau rouge en avant ! Des comités de grève se mettent en place. Les calomnies vont bon train, « les femmes se rendent au comité de grève pour coucher », les meneuses sont menacées de licenciement et le clergé refuse l'absolution aux femmes soupçonnées de vouloir travailler à l'heure. Il faut aussi barrer les routes pour empêcher les charrettes de venir à Douarnenez apporter des poissons pêchés ailleurs, le problème de la ressource se posait déjà ainsi que celui du prix des appâts, achetés trop cher en Norvège.

Le mouvement de grève durera jusqu'à Noël 1924 et, aux élections municipales de mai 1925, Joséphine Pencallet est en quatrième position sur la liste du maire sortant, présentée par le Parti communiste français, tout jeune encore, alors que les femmes ne sont ni électrices ni éligibles. À cette époque, les électeurs avaient le droit de panacher les listes et Joséphine se retrouve 24e, élue cependant, et par un électoral exclusivement masculin ! Mais le pouvoir en place fait casser cette élection contraire à la Constitution de 1875. Sa candidature et l'approbation massive des électeurs sanctionnaient la courageuse conduite des sardinières l'année précédente. En août 1925 elle sera désignée comme déléguée au congrès de la CGT.U à Paris.



Alexandra KOLLONTAÏ

RÉVOLUTION DANS LA FAMILLE

par Sylvie GUDUK

Alexandra Kollontai, née à Saint-Pétersbourg en 1872 dans une famille aristocratique, artisanne de la Révolution russe, collabora avec Lénine à la lutte contre le régime des tsars.

En 1907, aux côtés de Clara Zetkin, elle entre au secrétariat de l'Internationale socialiste des femmes pour envisager le type de révolution dont les femmes ont besoin pour en finir avec leurs oppressions. En effet, celles-ci ne jouissent, en pratique, pas de tous leurs droits : elles n'ont aucune autorité dans la vie familiale, sont asservies par un millier de tâches domestiques, portant tout le fardeau de la maternité. Cette Révolution devrait permettre leur libération dès les premières étapes du processus révolutionnaire, en même temps que la transformation des bases socio-économiques sur lesquelles repose l'exploitation.

Au début de 1917, après les premiers soubresauts de la révolution et grâce à l'amnistie des exilés politiques, Alexandra revient en Russie. Première femme élue au conseil exécutif du Soviet de Petrograd, membre du premier gouvernement de Lénine puis du Comité central du parti bolchevique, et commissaire du peuple à l'assistance publique (ministre de la Santé), elle plaide la cause de l'affranchissement des femmes et leur organisation au sein du Parti.

Alexandra et ses camarades, dont Inès Armand, ont fondé en 1918 le Zhenotdel (département des femmes du comité central du PCUS) pour assurer la pleine participation des femmes à la société soviétique. Ses dix années d'existence

sont l'histoire de la lutte pour mettre l'émancipation des femmes au cœur du projet soviétique, pour que les ouvrières et les paysannes participent à la vie sociale et politique, prenant directement la Révolution en main. En décembre 1918, Alexandra Kollontai, Inès Armand, Nadejda Kroupskaïa et d'autres femmes décident d'organiser un congrès, qui attire de nombreux délégués du jeune État soviétique, entraînant le CC à agir. Les dirigeants du Zhenotdel soutenaient que la reconnaissance des droits des femmes était cruciale pour la vie de l'URSS.

Les codes juridiques introduits pendant les deux premières années de la révolution promettaient des changements sans précédent du rôle des femmes dans la société : nouvelles lois les reconnaissant comme citoyennes jouissant des mêmes droits que les hommes, égalité devant la loi, salaires égaux pour un travail égal, droit de vote et d'être élues, accès à l'éducation, nouveau code du mariage et de la famille, légalisation de l'avortement, consentement des deux parties pour se marier, légalisation du mariage civil et du divorce, de l'union libre, suppression des distinctions entre enfants légitimes et illégitimes, protection des mères et des enfants.

Le Zhenotdel, projet très sérieux, a permis à des centaines de millions de femmes d'en bénéficier : il a permis la participation des femmes à la vie sociale et politique dans toute l'URSS et avait des activités très riches : ouverture de cantines publiques, de blanchisseries et de crèches, inspections pour faire respecter les lois protégeant la santé et la sécurité des tra-

vailleuses, organisation des femmes sans emploi, création de coopératives. En 1920, il a lancé l'Internationale des femmes communistes, un projet qui a duré jusqu'en 1930. Le Zhenotdel et cette Internationale seront fermés sous le régime de Staline en 1936.

En 1917-1918, deux courants s'opposent au sein du Parti bolchevique : les partisans de la volonté de signer un accord de paix (Lénine), et celui de mener une guerre révolutionnaire pour provoquer la révolution dans d'autres pays (Alexandra Kollontai). Cette divergence conduit Alexandra à quitter le CC et son mandat de commissaire du peuple. À partir de mars 1922, Alexandra ne prendra plus de positions politiques.

Elle devient diplomate, ambassadrice de l'URSS en Norvège, jusqu'en 1930. Après un bref séjour au Mexique où elle n'est pas appréciée, elle est nommée ambassadrice en Suède. Estimée par le gouvernement, elle sera un des principaux artisans de la paix entre l'URSS et la Finlande (traité de Moscou du 12 mars 1940). Vu la place importante que tient la Suède pendant la guerre, la légation soviétique devient ambassade de l'URSS en 1943.

À 70 ans, devenue la « doyenne » du corps diplomatique en Suède, elle reçoit l'ordre de l'« Étendard rouge », et est décorée de l'ordre de Lénine.

En 1945, après la victoire de l'URSS, elle revient à Moscou où, malade, elle écrit ses mémoires, dans une vieillesse sereine après une jeunesse orageuse. Elle meurt en 1952, à l'âge de 80 ans.



Vilma
ESPÍN

RÉUSSIR L'ÉMANCIPATION DES FEMMES ET DES HOMMES

par François MALENON

Vilma Espín est née le 7 avril 1930 à Santiago de Cuba dans une famille aisée, son père étant l'un des cadres supérieurs de l'entreprise de rhum Bacardi qui fut expropriée après la Révolution.

Elle commence des études d'ingénieure chimique en 1948 et milite dans la Fédération des étudiants universitaires d'Orient (FEUO).

À sa naissance, Cuba est une île complètement dominée et exploitée par l'impérialisme US, notamment par les grandes compagnies sucrières, qui possèdent environ 75% des terres arables. La misère était le lot de la grande majorité des travailleurs, notamment ceux des plantations sucrières, l'espérance de vie était d'environ 64 ans, l'analphabétisme était largement répandu dans les campagnes, etc. Seulement 9% des femmes travaillaient au moment de la Révolution et 70% de celles-ci étaient domestique pour la bourgeoisie. Leurs maîtres les faisaient dormir chez eux pour qu'elles puissent satisfaire leurs moindres exigences à tout moment. La prostitution était largement répandue, Cuba étant à l'époque surnommée « le bordel des USA ».

Le coup d'État impérialiste de Batista en 1952 représente une grande étape dans la conscientisation politique de Vilma Espín, qui participe aux manifestations étudiantes en réaction au putsch. Après l'attaque de la caserne Moncada en 1953, elle décide de s'engager dans le mouvement révolutionnaire.

Elle contribue activement à la création de l'Action nationale révolutionnaire

en juillet 1953, participe à la création du Mouvement du 26 Juillet en 1955 puis part dans la Sierra Maestra en 1957. Elle s'occupe du premier envoi d'hommes pour la guérilla, et aura surtout un grand rôle dans le ravitaillement des combattants. Elle combat aussi dans le bataillon féminin Mariana Grajales (du nom d'une militante indépendantiste cubaine qui se battit aussi pour l'abolition de l'esclavage au XIXe siècle).

Après le triomphe de la Révolution en 1959, Vilma Espín s'engage pour que la révolution socialiste permette l'émancipation complète des femmes. Elle coordonnera notamment la création de la Fédération des femmes cubaines (FMC), une organisation de masse qui mènera plusieurs batailles dans les premières années de la révolution et dont elle est la « présidente éternelle ».

L'une de ses premières batailles fut la campagne contre l'analphabétisme lancée en 1961. En effet, près d'un million de personnes étaient analphabètes avant la Révolution. Plus de la moitié des brigades d'alphabétisation étaient composées de femmes et de jeunes filles. La FMC a été directement impliquée dans l'alphabétisation de 90 000 personnes.

La deuxième bataille fut la lutte contre les offensives contre-révolutionnaires de l'impérialisme US. La révolution cubaine, qui a débarrassé l'île de l'exploitation impérialiste, a été très vite menacée par de nombreux attentats, sabotages, etc. En réponse, le gouvernement révolutionnaire cubain créa les Milices nationales révolutionnaires (MNC) et les Comités de défense de la Révolution (CDR) en 1960. La FMC

va mener une grande campagne pour que les femmes rejoignent les CDR et les MNC. Toutes ces actions vont notamment permettre la défaite de l'invasion soutenue par l'impérialisme US de la baie des Cochons en avril 1961.

La lutte contre la prostitution fut aussi très importante. La FMC préconisa l'arrestation de tous les proxénètes. Elle a aussi mis en place des écoles spéciales pour permettre la réinsertion des prostituées dans la nouvelle société socialiste.

L'autre grande bataille menée par la FMC a eu pour but d'inciter les femmes cubaines à travailler ou à étudier (ce qui n'était pas possible avant la Révolution pour la plupart d'entre elles). Pour faciliter toutes ces avancées, la FMC a contribué à mettre en place un réseau de garderies et de crèches publiques et gratuites pour permettre aux femmes d'aller travailler. Elle a aussi mené une campagne en 1968 pour rallier 600 000 femmes qui ne travaillaient/n'étudiaient pas. Voyant que tout cela ne suffisait pas, Vilma Espín a promu, lors de la mise en place du Code de la famille en 1975, l'obligation du partage équitable des tâches ménagères et la création de cafétérias sur les lieux de travail. Tout cela a contribué, par exemple, à ce qu'aujourd'hui, on dénombre 53% de femmes dans le secteur scientifique à Cuba. Vilma Espín était évidemment aussi membre du CC du Parti communiste cubain.

Sa fille Mariela Castro Espín continue aujourd'hui son combat pour l'émancipation des femmes et des minorités sexuelles dans une perspective socialiste.

Maï

POLITZER



UN ENGAGEMENT COMMUNISTE FÉMINISTE ET DE RÉSISTANCE

par Damien FERNANDEZ

Marie (ou Maï) Larcade est née en 1906 dans le pays basque. On la décrit comme une enfant enjouée, passionnée par les arts (dessin, théâtre, danse) et avide de fêtes. D'abord sténographe puis secrétaire de mairie, elle devient finalement sage-femme et ouvre une clinique d'accouchement à Paris.

En 1929, elle rencontre Georges Politzer dans un train Hendaye-Paris, en partance pour une virée à vélo dans le pays basque. Ils se marieront deux ans plus tard. C'est vraisemblablement Georges, jeune adhérent au PCF, qui introduira Maï au marxisme. Il en est déjà un pédagogue accompli : professeur de philosophie en lycée, il enseignera bientôt le matérialisme dialectique à l'Université ouvrière. Maï embrasse alors la cause communiste, et s'y engage activement.

Aux côtés de Danielle Casanova, elle participe à la direction de l'Union des jeunes filles de France (UJFF), branche féminine des Jeunesses communistes créée en 1936. Dès son congrès fondateur, l'UJFF dénonce les conditions de vie et de travail des femmes prolétaires et vise à l'égalité des femmes et des hommes dans tous les domaines : travail, instruction, sport... Elle milite contre l'extrême pauvreté chez les ouvrières et pour des logements décentes. Ce combat féministe est inséparable d'un combat communiste et d'un combat antifasciste : l'UJFF soutiendra activement le Front populaire, les révolutionnaires espagnols, et nombre de ses membres participeront à la résistance pendant la guerre.

Maï devient également secrétaire adjointe de l'Association nationale des

amis de l'enfance (qui sera plus tard dirigée par le célèbre psychologue communiste Henri Wallon). Cette association a pour but de « soutenir et de protéger l'enfant depuis le premier âge jusqu'à l'adolescence et d'assurer sa parfaite évolution, physique, intellectuelle et morale ».

Quand la guerre éclate, Maï et Georges entrent totalement dans la clandestinité. Ils vivront alors de planque en planque, pour échapper aux services de police allemands et à leurs supplétifs français zélés. Leurs conditions de vie sont très précaires. Blonde, Maï se teindra en brune pour ne pas être reconnue. Les époux vivent sous les fausses identités de Georges Destugues et de Brigitte d'Argent.

Avec Hélène Solomon-Langevin (fille de Paul Langevin et future députée) et son époux Jacques Solomon (physicien), ils décident d'organiser la résistance du milieu universitaire. Une équipe se met en place. Ils feront paraître des tracts appelant les intellectuels français à constituer des « comités de résistance » pour combattre « la grande offensive de l'obscurantisme contre la culture française », ainsi que deux revues, *L'Université libre*, commentant les arrestations, les décrets et l'évolution de la guerre en Europe, et appelant à la résistance contre l'occupant nazi, et *La Pensée libre*, continuation clandestine de la revue théorique *La Pensée* qu'ils ont créée avec Georges Cogniot. Maï participe à l'intendance, à la diffusion et aux liens avec l'extérieur, notamment les imprimeries clandestines. Elle sert également d'agent de liaison avec le responsable politique du Comité central du PCF clandestin.

Comme d'autres membres du groupe, ils sont fichés par la police et les RG, et font l'objet de filatures par la police de Pucheu. Progressivement, l'étau se resserre, et le 15 février 1942, Maï et Georges sont arrêtés, en même temps que Danielle Casanova, venue leur apporter du charbon pour se chauffer. Une centaine de militants tomberont dans les jours suivants.

Après avoir subi la torture sans parler, Georges sera fusillé, sans jugement, au matin du 23 mai 1942 au Mont-Valérien. Maï et lui pourront se revoir une dernière fois. Également interrogée, Maï résiste aussi.

Emprisonnée dans des conditions terribles, elle est presque toujours à l'isolement, plusieurs fois envoyée au cachot. En août, elle est transférée au fort de Romainville, puis envoyée à Auschwitz par le convoi du 24 janvier 1943, qui transporte essentiellement des femmes communistes, dont ses camarades de lutte Marie-Claude Vaillant-Couturier, Hélène Solomon, Charlotte Delbo... Elle y meurt au bout d'un mois du typhus, peu avant Danielle Casanova.

En l'honneur de Danielle Casanova et Maï Politzer, Aragon, sous la signature de François la Colère, ajoutera six vers à un poème du Musée Grévin (paru en 1943) :

*Hélas les terribles semailles
Ensanglantent ce long été
Cela dure trop Écoutez
On dit que Danielle et que Maïe
Ah déferont-ils maille à maille
Notre douce France emportée*

LA TANGÉROISE

LE SOCIALISME

L'UNIQUE VOIE

par Amiran SHIADEV



« Les femmes, quelle que soit leur condition, sont libres de choisir leur destin » La Pasionaria

Il y avait autrefois une Espagne républicaine, ouvrière, et dans laquelle des femmes révolutionnaires et communistes se sont battues, non seulement pour la révolution mais aussi pour l'émancipation des femmes ouvrières. Le combat de la femme espagnole antifasciste est fort, même s'ils voulaient la faire taire parce que femme, la torturer parce que combattante, et la tuer parce que communiste.

C'est dans cette lutte que s'est déroulée la vie d'Ana Gutiérrez Rodríguez la Tangerina (la Tangéroise), née à Tanger en 1924. La guerre civile commence en 1936, elle a 12 ans. Elle travaille déjà comme couturière et, un peu plus tard, commence à militer dans la Jeunesse socialiste unifiée du Parti communiste espagnol.

À Tanger, la Tangéroise milite activement dans un réseau de cellules du Parti communiste. Cependant, en 1940, les troupes de l'Axe prennent la ville internationale de Tanger pour commencer la répression qui se déroulait dans le reste de l'Espagne. C'est ici qu'en 1942 la Tangéroise, alors en apprentissage dans un salon de manucure et coiffure, est arrêtée par la police franquiste. On l'incarcère d'abord à Tétouan puis, quelques jours plus tard, on la transfère à Ceuta dans la prison appelée El agujero (Le trou), la pire de toute l'Espagne, où elle est emprisonnée avec plus de 100 hommes.

Après deux dures années, elle rentre chez elle et apprend l'incarcération de son frère. Sa mère malade et son deuxième frère trop jeune pour travailler, dans une situation misérable, et avec

un ordre d'exil donné par la police, Ana n'a d'autre choix que de se rendre à Malaga avec sa mère et son jeune frère.

Malgré toutes les difficultés, elle revient au militantisme et à la lutte communiste. En 1943, la résistance du « maquis » commence dans la région d'Axarquía à l'époque où le Parti communiste lançait des groupes de guérilla depuis l'Afrique du Nord dans le sud de l'Espagne. La Tangéroise effectue des travaux d'espionnage, de reconnaissance du terrain, elle est chargée de la logistique du transport de l'argent et des armes pour les guérilleros, de l'impression de tracts et de la propagande auprès des ouvriers des villes proches des montagnes, dont Malaga. La police franquiste se rapprochant, Ana décide de quitter Malaga pour Séville, où elle poursuit son travail clandestin et rencontre Manuel Lopez Castro, membre du Parti communiste.

En 1948, Ana et Manuel sont arrêtés. Manuel et ses camarades ayant déclaré qu'ils étaient les seuls responsables de l'activité communiste à Séville, ils sont tous abattus. La police franquiste, satisfaite d'avoir éliminé la cellule communiste de Séville, épargne Ana. On l'emmène à la prison de Malaga, où elle passera deux ans.

La Tangéroise sortit de prison en 1949 et continua, comme tant d'autres femmes, d'être membre de la guérilla des montagnes. Elle y rencontra Roberto, qui sera son futur partenaire dans plusieurs missions clandestines, qui deviennent de plus en plus difficiles.

En 1950, la guérilla est devenue presque impossible, elle ne reçoit presque aucune aide de l'extérieur du pays. Malgré tout, La Tangéroise et Roberto, en se faisant passer pour un couple catholique et légal, poursuivent le combat. En 1951, ils achèvent leur dernière mission à Madrid pour tenter, avec la direction du PCE, d'évacuer les guérilleros des montagnes. Ils sont arrêtés par la police franquiste, interrogés et torturés pendant des mois. Roberto ne peut le supporter et parle, ce qui signifiait la fin et la condamnation de tout le groupe. La Tangéroise, dans ces mois de torture intolérable, perdit le bébé qu'elle portait. Elle n'a jamais dit un seul mot, elle n'a pas trahi la lutte ouvrière ni le parti. Roberto a été assassiné et elle, incarcérée pendant deux ans.

Libérée en 1953, elle retourne à Tanger en 1955 pour la dernière fois afin de retrouver ses frères. Des années de souffrance, d'abnégation, la mort de Roberto et de son bébé, la torture des dernières années de prison mettent fin à la militance de La Tangéroise. Elle émigre en Suisse loin de la politique, où elle tente de reconstruire sa vie. Elle retourne à Malaga et y meurt le 9 août 2018.

Ana nous a quittés il y a quelques années, mais la mémoire de La Tangéroise reste aujourd'hui plus vivante que jamais. Malgré les tortures elle n'a jamais trahi notre lutte, et son exemple est présent pour nous les travailleurs et militants communistes. Merci Tangéroise, gracias Tangerina, nous continuerons la lutte en suivant la seule voie, celle du socialisme.



Danielle

CASANOVA

HÉROÏNE ET MARTYRE DE LA RÉSISTANCE

par Lola OLMOS

Vicentella Perini est née le 9 janvier 1909, à Ajaccio, dans une famille d'instituteurs syndiqués et proches du parti communiste, le père étant membre du comité de vigilance antifasciste. Après ses études secondaires, elle part étudier dans le Var. Vers 1927, elle entre à l'École dentaire de Paris et se rapproche de l'Union fédérale des étudiants. En 1928, elle devient responsable de la branche dentaire de l'UFE et adhère à la jeunesse communiste.

Vicentella se fait appeler « Danielle » et c'est en 1930 qu'elle rencontre un étudiant en droit, Laurent Casanova, corse lui aussi, qui sera son mari en 1933 et deviendra également membre du PCF. Le couple Casanova devient proche de Maurice Thorez.

Danielle Casanova, grâce à son militantisme effréné, accède à des responsabilités au sein du Parti communiste français. Elle devient très vite secrétaire du groupe de la Faculté de médecine en même temps qu'elle poursuit ses études. Elle écrit également des articles pour le journal *Avant Garde*, dans la rubrique coloniale.

En 1931, Danielle Casanova devient membre du bureau régional de la Jeunesse communiste de la région parisienne et rejoint le Comité central du

mouvement au VII^e congrès de juin 1932. En 1934, lors du congrès extraordinaire d'Ivry-sur Seine, Danielle Casanova est la seule femme élue au bureau de la Jeunesse communiste.

Puis, en 1936, suite à l'augmentation des effectifs des membres de la JC, Danielle Casanova devient la secrétaire des jeunes filles chargées de fonder l'Union des jeunes filles de France, mouvement de filles pacifistes et antifascistes.

Cette même année, Danielle Casanova organise une collecte de lait concentré pour les enfants en Espagne, où la guerre fait rage, et accompagne le convoi.

Selon Maurice Tréand (responsables de la Commission de cadres du PCF en 1938) elle a travaillé pour l'OMS.

Durant la période du Front populaire, elle a été une des trois figures de femmes communistes, avec Claudine Chomat et Jeannette Vermeesch, les plus importantes, peut-être même la plus importante des trois.

En 1939, le Parti communiste est interdit, mais Danielle Casanova continue de militer dans la clandestinité. Elle prend la direction des comités féminins de la région parisienne et de la

zone occupée. Elle continue d'écrire dans la presse clandestine, notamment pour *l'Avant Garde*, et participe en 1941 au premier numéro du journal *Le trait d'union des familles de prisonniers*.

Le 15 février 1942, Danielle Casanova est arrêtée alors qu'elle se rendait chez le couple Georges et Maï Politzer, pour les ravitailler. D'abord incarcérée à la prison de la Santé puis transférée à Romainville (Seine-Saint-Denis), elle finit par être déportée à Auschwitz le 24 janvier 1943.

Les nazis utilisent ses compétences de dentiste au sein du camp de concentration, ce qui lui permet de continuer la résistance à l'intérieur même du camp.

Danielle Casanova, meurt malheureusement du typhus le 10 mai 1943 et aura lutté contre l'ennemi jusqu'à la fin.

Elle a reçu, à titre posthume, plusieurs distinctions dont l'ordre national de la légion d'honneur. Le Parti communiste français honore sa mémoire en faisant d'elle une héroïne nationale, le jour de la fête de Jeanne d'Arc, le 30 mai. Un ferry de la compagnie Corsica Linéa (anciennement SNCM) a été baptisé de son nom.

Elle est un symbole de la lutte des femmes

La conquête du bonheur est pour la femme lié à son libre épanouissement

Entretien avec **Siva MOHANA-THIYAGARAJAH**



LA LUTTE DES TRAVAILLEUSES DU NETTOYAGE POUR LA RECONNAISSANCE DE LEURS DROITS

par Paula ROGER

Les femmes travailleuses sont très souvent au cœur des mobilisations et leur implication est très souvent invisible, XX-Elles va donc à la rencontre de ces femmes qui bouleversent l'histoire contemporaine par leur combat. « L'émancipation de la femme, comme celle de tout le genre humain, ne deviendra réalité que le jour où le travail s'émancipera du capital », disait Clara Zetkin. Ce sont alors ces femmes en lutte qui ouvriront la voie à l'émancipation de tous ! C'est pourquoi nous avons décidé de dresser le portrait de Siva Mohana Thiyagarajah, qui travaillait dans l'entreprise de nettoyage Arc en Ciel. En novembre 2022, elle était au cœur d'un mouvement de grève afin de dénoncer les conditions de travail terribles imposées par Arc en Ciel après avoir récupéré le contrat sur le campus de Tolbiac.

Peux-tu nous expliquer les raisons de ta mobilisation en novembre dernier lors du mouvement de grève d'Arc-en-ciel à Tolbiac ?

Nous nous sommes mis en grève, car depuis qu'Arc en Ciel a récupéré le contrat de nettoyage sur le campus de Tolbiac, les conditions de travail se sont dégradées. Le matériel n'était plus fourni, parfois nous avons dû acheter notre propre matériel de protection et de nettoyage. Les CDD ont été généralisés et avec cela les retards de versement de salaire, allant même jusqu'à plusieurs mois de retard, même les congés n'étaient plus payés... Après la tentative de la direction de licencier les salariés les plus impliqués, nous avons décidé de nous mettre en grève afin d'obtenir des CDI pour tous et la revalorisation des salaires.

C'était ta première grève ?

C'était ma première grève, mais ce ne sera pas la dernière. C'est super important de lutter, donc j'irai à la manifestation de jeudi 19 janvier 2023 et je vais continuer à soutenir tous les mouvements de grève.

Est-ce facile de concilier vie de famille et vie professionnelle ?

Ce n'est pas toujours facile, car quand on est comme moi une femme divorcée avec des enfants, on n'a aucune aide, donc il faut beaucoup s'organiser pour arriver à concilier vie de famille et vie professionnelle...

Est-ce que ça a été facile de mobiliser tes collègues ?

C'était très difficile au début, car tout le monde a toujours à perdre pendant les mobilisations. Ils

avaient peur de ne pas être payés, puis de perdre trop d'argent, d'autant plus que dans cette entreprise il y a beaucoup d'immigrés et leur famille restée au pays compte beaucoup sur eux. Mais je leur ai beaucoup parlé, je leur ai fait remarquer que, de toute façon, le patron ne nous payait tout simplement pas, nous n'avions rien à perdre. Au fur et à mesure, ils se sont rendu compte que finalement ils avaient plus à gagner qu'à perdre à se mettre en grève, donc ils ont suivi le mouvement. Puis la CNT est venue nous aider et cela a motivé encore plus mes collègues.

As-tu un mot à dire aux travailleuses et aux jeunes femmes qui vont se lancer dans le monde du travail alors que les conditions sont de plus en plus dures, rendant de plus en plus difficile l'émancipation des femmes ?

Je voudrais dire aux jeunes femmes qui vont bientôt travailler qu'il faut lutter et surtout qu'elles doivent connaître leurs droits. Les femmes sont généralement travailleuses et mères de famille, elles ont deux fois plus de boulot et donc de droits à faire respecter. Ce n'est pas parce qu'on est femme de ménage que nos droits n'existent pas, qu'on doit accepter tout. Il ne faut jamais accepter ce que le patron décide aux dépens de notre droit, il faut s'opposer.

Les travailleuses du nettoyage ne doivent pas avoir honte, on est aussi importantes à la société que tous les autres travailleurs et travailleuses et notre statut de femme de ménage ne doit pas être une raison pour tout accepter. Voilà ce que je voulais dire.